

Anne-Lise Evalet
Bibliothèque de la Ville de Bienne
Rue du Général Dufour 26
2500 Bienne 3

Bienne, le 4 mars 2016

Prise de position concernant la révision de la loi sur le droit d'auteur

Madame, Monsieur,

Nous soutenons la prise de position de BIS et attirons notamment votre attention sur la problématique liée à la taxe prévue sur les prêts gratuits des bibliothèques. L'introduction d'une taxe modifie inutilement le droit de prêt, qui a fait ses preuves depuis des décennies.

Elle grève avant tout le budget des cantons et des communes dont dépendent les bibliothèques et qui sont leurs principaux bailleurs de fonds ; elle est justifiée par une directive de l'UE, que de nombreux Etats de l'UE négligent et qui augmente surtout les charges administratives des sociétés de gestion.

L'introduction d'une taxe supplémentaire à la charge des bibliothèques suisses signifierait que ces dernières devraient restreindre leurs prestations. Les autrices et les auteurs suisses, qui estiment à tort qu'ils retireront des bénéfices de la taxe sur le prêt, seront également touchés.

Nous souhaitons notamment mettre en évidence les éléments ci-après.

1. En Suisse, le droit de prêt inscrit dans la loi sur le droit d'auteur a fait ses preuves depuis près d'un siècle : les bibliothèques ne paient pas d'indemnité au titre des droits d'auteur sur les prêts gratuits puisque ces derniers ne leur rapportent aucune recette non plus. Concernant la solution de location, les bibliothèques perçoivent un montant selon leur règlement interne sur lequel elles paient des droits d'auteur s'élevant à 9 pour cent conformément au tarif commun 6a. En 2014, ce tantième des bibliothèques a rapporté 318 000 francs au profit des auteurs.
2. Chaque année, les bibliothèques suisses achètent des médias pour près de 200 millions de francs (sans compter les médias électroniques) et acquièrent par conséquent également le droit de prêt. Partant de ces chiffres, on peut ainsi estimer que près de 20 millions de francs sont versés sous forme d'indemnité aux autrices et aux auteurs, et les bibliothèques sont ainsi les principaux clients des maisons d'édition et des auteurs. Par ailleurs, les bibliothèques encouragent surtout les autrices et les auteurs qui vivent en Suisse en leur versant au moins 3 millions de francs supplémentaires sous forme d'honoraires pour des lectures publiques. Les effets publicitaires recherchés et les ventes directes découlant de ces manifestations ne sont pas encore pris en considération dans ces chiffres.

3. A la page 85 de son rapport, le Conseil fédéral mentionne les coûts supplémentaires pour la Confédération sans préciser que la taxe sur le prêt concerne avant tout les cantons et les communes dont dépendent les bibliothèques ou qui leur accordent des subventions. Sur les quelque 48 millions de prêts effectués dans notre pays, la Bibliothèque nationale suisse et les deux hautes écoles fédérales en enregistrent 1,4 pour cent seulement. Les cantons et les communes assument donc la charge principale qui s'élève à pratiquement 99 pour cent. Ces chiffres ne prennent pas encore en considération les prêts des bibliothèques des écoles publiques et professionnelles. Le rapport mentionne clairement la réalité à la page 87 seulement : « En Suisse, l'introduction d'un droit de prêt grèvera le budget des bibliothèques. »
4. Le rapport reconnaît que la Suisse a renoncé jusqu'ici à la taxe sur le prêt, car une surcharge du budget des bibliothèques pourrait entraîner des conséquences négatives pour les jeunes auteurs et les auteurs de niche. Le Conseil fédéral justifie son changement de position en expliquant que cette crainte ne semble pas se confirmer dans les pays voisins. Or, dans ces pays limitrophes, la taxe sur le prêt est payée par la caisse centrale de l'Etat ou les Bundesländer et non par les bibliothèques elles-mêmes. Cette solution centralisée n'est pas envisageable dans la Suisse fédéraliste.
5. Le rapport ne mentionne aucune proposition concernant le montant du droit de prêt et ne précise ni par qui ni comment il serait fixé. Pourquoi le rapport prend-il l'exemple de l'Allemagne ? De plus, le rapport indique un montant calculé par le Conseil fédéral lors de la dernière révision du droit d'auteur en 1989 et qui s'élevait alors à environ 1,4 million de francs. Dans les faits, le tarif appliqué en Allemagne entraînerait plus de 2 millions de francs de coûts supplémentaires pour les bibliothèques.
6. A l'heure actuelle, les frais généraux pour les prêts des bibliothèques sont compris entre 3 et 5 francs par exemplaire. En appliquant sur ces frais un taux d'imposition conforme au tarif commun 6a actuel pour la location, cela engendrerait des coûts supplémentaires de 36 centimes par prêt. Pour 48 millions de prêts, les frais supplémentaires à la charge des pouvoirs publics s'élèveraient à 17,2 millions de francs. Les coûts des bibliothèques pour indemniser les droits d'auteur seraient ainsi doublés.
7. Nous estimons que nous ne pouvons pas nous prononcer sur une taxe sur le prêt alors qu'il n'existe aucune donnée concrète sur son montant. Dans notre cas, avec une taxe s'élevant à 36 centimes comme mentionné plus haut, cela signifierait un montant de 175'130 francs pour 486'474 prêts, soit 67.95 pour cent de notre budget consacré aux médias. Sans subventionnement supplémentaire, la taxe sur le prêt signifie que notre bibliothèque pourra acheter moins de livres et devra diminuer ses heures d'ouverture, réduire le nombre de lectures publiques données par des auteurs ou renoncer à d'autres contributions destinées à promouvoir la lecture.
8. De notre point de vue, l'introduction d'un droit de prêt entraîne avant tout des tracasseries administratives. Les rentrées d'argent que les autrices et les auteurs espèrent devront en grande partie être utilisées pour couvrir les frais de perception, d'analyse et de distribution. Rien que Pro Litteris présente aujourd'hui des frais d'administration s'élevant à 25 pour cent (!). Les chiffres concernant le prêt dans toutes les bibliothèques ne sont pas encore compris ici et il n'existe pas non plus de différence entre les ouvrages protégés par les droits d'auteur et ceux qui sont libres d'utilisation. Par conséquent, il est impératif de renoncer à une taxe sur le prêt, car sa seule détermination entraînera des coûts supplémentaires pour les tâches administratives au niveau des bibliothèques.

9. L'AGUR12 n'a fait aucune recommandation sur l'introduction d'une taxe sur le prêt. Malgré tout, « le Conseil fédéral veut examiner cette proposition », car les conditions économiques se seraient dégradées pour les auteurs, même si aucun justificatif n'a été présenté. Le motif principal semble être la directive de l'UE, qui date initialement de 1992. Il faut en outre rappeler que la Suisse ne fait pas partie de l'UE. Deuxièmement, l'UE a elle-même constaté en 2002 que cette directive n'était pas respectée ou enfreinte dans sept Etats. Troisièmement, en 2015, l'organe responsable à Bruxelles a déclaré qu'il n'était pas en mesure de s'exprimer sur la situation actuelle concernant le respect de cette directive au sein de l'UE.
10. Il faut savoir que l'introduction d'un droit de prêt sur la base de l'accord international signifierait qu'une grande partie des recettes reviendrait aux maisons d'édition étrangères et aux auteurs de best-sellers, qui sont justement ceux qui souffriraient le moins d'une éventuelle dégradation des conditions économiques. Les autrices et auteurs qui vivent en Suisse n'en profiteront que très partiellement, tout en ressentant fortement les conséquences des restrictions budgétaires dans les bibliothèques. Des analyses économiques démontrent qu'en comparaison avec la fréquentation du public, les frais pour les lectures publiques sont disproportionnés par rapport aux dépenses et au rendement des tâches habituelles incombant aux bibliothèques.

Au vu de ces considérations, l'introduction d'une taxe sur le prêt doit être rejetée. Même une toute petite charge engendre des conséquences négatives dans le système des bibliothèques, remet en question la promotion de la lecture qui constitue une tâche importante des bibliothèques, entraîne d'importants frais bureaucratiques et justifie un nouveau mécanisme de répartition qui augmente les tâches administratives sans vraiment promouvoir la littérature.

Nous vous remercions de prendre connaissance de ce qui précède et vous adressons nos cordiales salutations.

Anne-Lise Evalet